

Compte rendu – Réunion de préparation du grand débat national du 4 mars

Au sein de Citoyennage Ile-de-France, nous nous interrogeons souvent sur l'évolution de notre société. Nous sommes alors vigilants à ce que deviennent nos valeurs républicaines. Nous avons connu des temps durant lesquelles celles-ci ont été mises à mal. Aujourd'hui, nous devons continuer à lutter pour que la Liberté, l'Égalité et la Fraternité restent des notions fondamentales, universelles et laïques. Il s'agit de valeurs précieuses, qui ne sont jamais définitivement acquises. Nous devons persévérer, les vivre au quotidien et les transmettre aux générations futures. Elles sont essentielles si nous voulons parvenir à bien vivre ensemble.

Pour préparer notre participation à ce Grand Débat National, nous sommes repartis des 15 propositions concrètes que nous avons faites en novembre dernier, dans le cadre de la Grande Consultation Nationale ouverte par le Gouvernement sur l'accompagnement et la prise en compte des personnes âgées. Ces propositions nous paraissent essentielles pour favoriser la Citoyenneté des personnes âgées, quel que soit leur lieu de vie.

1. Il faut restaurer la place des personnes âgées dans la société et les inclure dans les débats publics.

Nous sommes déterminés à éviter l'exclusion et être reconnus comme des citoyens à part entière. Nous avons le souci de contribuer à "changer les choses", pour améliorer notre qualité de vie et celle des futures générations. Notre histoire et nos valeurs de Liberté, d'Égalité et de Fraternité doivent être partagées pour éviter que les erreurs du passé ne se répètent. Nous avons un « devoir de mémoire ». Notre expérience peut alors être utile. Nous devrions donc être davantage sollicités. Les Conseils Municipaux des Jeunes existent dans de très nombreuses communes de France. Les Conseils des Aînés sont bien moins répandus. Pourquoi ?...

2. Il faut développer les réflexions et les débats intergénérationnels.

Mieux encore que les comités consultatifs de personnes âgées, il nous semble qu'il faudrait développer des Comités Citoyens pluri-générationnels, à tous les niveaux de notre société, en veillant à adapter le cadre de ces rencontres à tous les participants (accessibilité du lieu, horaires, etc.).

Les échanges intergénérationnels permettent de développer une considération mutuelle et une solidarité entre les générations.

Dans une société aujourd'hui plus individualiste, la solidarité doit rester une valeur majeure. Les différentes générations doivent mettre en commun leurs intelligences et leur humanité pour apprendre les uns des autres et construire ensemble une société plus accueillante.

3. Il faut changer de regard envers les personnes âgées : un regard positif, qui élève plutôt qu'il ne rabaisse.

Notre société lutte avec raisons contre de nombreuses discriminations. Il nous paraît urgent qu'elle se penche davantage sur les idées reçues dont sont victimes les personnes âgées. Nous ne sommes pas des « petits vieux ». Nous ne voulons pas être déresponsabilisés, surprotégés ou infantilisés. Nous refusons d'être perçus comme des assistés ou des profiteurs. Nous voulons rester citoyens, impliqués, libres et solidaires.

Nous devons tous nous demander quel regard nous souhaitons porter sur les plus âgés d'entre nous, quel monde nous voulons construire ensemble.

4. Il faut revoir ensemble les termes utilisés qui peuvent être réducteurs et péjoratifs tels que dépendance, GIR, EHPAD...

5. Il faut garantir la dignité de la Nation en veillant à ce qu'elle préserve celle des plus fragiles.

On dit effectivement que la dignité d'une Nation dépend de la manière dont elle préserve la dignité de ceux qui sont vulnérabilisés par la précarité, la maladie, le handicap ou l'âge. La société que nous voulons construire sera-t-elle humaine ? Sera-t-elle digne ? Quels moyens l'Etat est prêt-il à se donner pour y parvenir ?

6. Il faut augmenter le nombre de professionnels et bien les former à l'écoute et à la relation humaine, en établissement et à domicile.

Régulièrement, nous sommes amenés à réclamer davantage de personnels, à domicile comme en établissement.

Des personnels disponibles, formés et stables afin de pouvoir instaurer des relations de qualité. Nous avons besoin d'être accompagnés de manière humaine, par des professionnels qui aient le temps de le faire.

Un personnel mécanique ne nous intéresse pas !

Aussi volontaires qu'ils soient, les professionnels n'ont pas les moyens de travailler dans de bonnes conditions lorsqu'ils sont en sous-effectif et qu'ils se retrouvent pressés, stressés, épuisés.

En comparaison avec d'autres pays européens, le nombre de personnels dans les établissements français est particulièrement bas et les intervenants à domicile sont insuffisamment formés. Il est urgent de remédier à cette situation !

7. Il faut valoriser les métiers d'aide aux personnes âgées et les rendre attractifs.

A l'heure actuelle, les professionnels sont mal considérés et trop peu payés. Comment créer des vocations dans ce contexte ?

Et dire qu'il y a tant de chômeurs...

8. Il faut aller au-delà des besoins physiques des aînés et prendre en compte leurs attentes et envies qui sont tout aussi essentielles.

Cela passe d'abord par un personnel plus nombreux et mieux formé, comme nous l'avons indiqué plus haut.

Mais il faut aussi favoriser le développement du bénévolat, des services civiques et d'autres types d'implication au service d'une société plus solidaire et plus humaine.

Dans une société réellement fraternelle, aux besoins des uns répondraient l'attention et la bienveillance des autres.

9. Il faut que chacun ait les moyens de vivre et vieillir dignement.

Vivre en établissement ou être aidé à domicile coûte trop cher aujourd'hui. Nous sommes de plus mal informés sur des aides qui restent de toute façon insuffisantes. Ce qui reste à payer par nous-même ou nos familles est trop élevé.

Nos débats montrent que les personnes qui ont le statut d'adulte handicapé bénéficient de plus de moyens que celles qui perdent leur autonomie en vieillissant.

Il est parfois question que chacun puisse recourir à une assurance privée. Mais encore faut-il pouvoir se la payer... L'Égalité de notre devise républicaine n'est garantie que si nous bénéficions tous de moyens décents.

Un plus grand effort pourrait être fait par ceux qui ont le plus de moyens, car cela leur coûte moins : taxer les gains des casinos, de la

bourse, ou les plus hauts salaires nous paraît plus acceptable. Cela serait plus digne d'un pays comme le nôtre plutôt que d'entendre parler sans cesse des salaires extravagants de certains.

La solidarité doit être au centre de la question. Le vieillissement concerne tout le monde. Les jeunes d'aujourd'hui sont les personnes âgées de demain. L'Etat doit proposer des solutions efficaces et justes.

Par ailleurs, l'accès aux soins peut poser problème, avec un nombre de médecins insuffisant et des coûts trop importants.

Les personnes âgées d'aujourd'hui ont par le passé cotisé et contribué à construire notre pays. Elles mériteraient plus de reconnaissance et de soutien en retour.

10. Il faut favoriser l'autonomie et faciliter les prises de responsabilités des personnes âgées, à domicile comme en établissement.

Nous avons besoin de continuer à nous sentir libres d'aller et venir, de vivre dans un environnement ouvert sur le monde. Il est important de continuer à décider pour soi-même et sentir que nos choix sont respectés.

Il est important que chacun se saisisse de ses droits. Voter, par exemple, est plus qu'un droit, c'est un devoir.

11. Il faut éviter de surprotéger et trop réglementer la vie des personnes âgées. Vivre c'est aussi prendre des risques.

La liberté peut être limitée par certaines normes sécuritaires imposées trop souvent par les craintes des autres. Pour nous, vivre c'est aussi prendre des risques.

L'Etat devrait être plus vigilant quant aux pratiques diverses qui réglementent nos cadres de vie. Des contraintes sont nécessaires et utiles. Elles doivent néanmoins rester suffisamment souples, adaptées au respect total des droits et libertés de chacun et favoriser une vie sociale riche et citoyenne.

Une société trop réglementée n'est plus une société libre.

12. Il faut arrêter d'opposer vie en établissement et vie à domicile : il faut créer des passerelles entre l'une et l'autre.

L'isolement est particulièrement problématique à domicile. Alors que nous sommes encouragés à rester chez nous, les aides proposées sont insuffisantes. Nous sommes trop souvent seuls et manquons d'activités.

Il faut faciliter les contacts entre les personnes à domicile et les personnes en résidence. Il faudrait permettre par exemple aux personnes à domicile de participer davantage aux activités qui sont proposées en établissement.

Pour cela, il est nécessaire de développer l'information, revoir les réglementations, faciliter les déplacements.

13. Il faut rendre tous les lieux publics accessibles à tous.

Sur ce point aussi, notre pays nous paraît très en retard.

Nous comprenons que cela prenne du temps de rendre tous les lieux publics adaptés, mais est-ce vraiment une priorité de l'Etat et des collectivités ?

Les fauteuils roulants électriques permettent une plus grande autonomie. Pourquoi sont-ils si mal remboursés ?

14. Il faut développer et garantir l'accès à la vie socioculturelle, en établissement et à domicile.

Que ce soit à domicile ou en résidence, s'ouvrir au monde commence par la possibilité de se déplacer librement dans la ville.

Les établissements ne proposent pas toujours suffisamment de sorties.

A domicile, si notre mobilité est réduite, les services d'accompagnement sont insuffisants et coûteux. Nous sommes remboursés pour les transports vers des consultations médicales, mais rien n'est prévu si nous avons besoin d'être accompagnés pour des sorties culturelles ou de loisirs.

Pourtant, l'accès à la culture est essentiel !

15. Il faut favoriser l'accès aux nouveaux modes de communication : proposer matériel informatique et initiations en établissement et à domicile.

Rester connectés au monde qui nous entoure est effectivement essentiel. Pourtant, l'accès à l'informatique reste particulièrement problématique pour nous. L'accès aux ordinateurs est développé pour

les plus jeunes au sein des écoles. Pourquoi n'est-ce pas le cas pour les personnes âgées et le reste de la population en difficulté ?

D'autres points ont été évoqués lors des débats de ce jour, notamment des questions de fiscalité :

Il a été proposé de remettre en place l'ISF pour les très grandes fortunes, et les trusts ou d'installer un impôt progressif. Il faudrait alléger les ponctions sur les retraites, notamment la hausse de la CSG. En tout cas de proposer une fiscalité plus juste et plus équilibrée.

Concernant l'organisation de l'état et des services publics, nous regrettons leur suppression dans certains lieux qui peuvent conduire à un vrai « désert social ». Il est important de conserver des services de proximité pour être bien informé, bien orienté. Attention à une informatisation qui nous oblige à des dépenses contraintes et qui risque de renforcer l'exclusion administrative et sociale de ceux qui sont insuffisamment formés ou dans l'incapacité d'utiliser ce matériel.

La question de la transition écologique nous préoccupe également. Il est extrêmement important de bien prendre soin de notre planète et de son avenir. Nous sommes inquiets de la difficulté à interdire des pesticides dont la dangerosité est reconnue, comme le glyphosate. Les bénéfices financiers ne devraient pas prévaloir sur la préservation de la planète. Il faut développer le tri sélectif et nous sommes prêts à nous impliquer davantage à ce niveau. Les nouvelles constructions doivent être bien pensées et nous devons combattre le gaspillage énergétique dont nous sommes régulièrement témoins.

